

Entrevue croisée avec Pauline Desjardins et André Burroughs

Christian Gates St-Pierre

Number 36, 2023

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1100146ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1100146ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association des archéologues du Québec

ISSN

1190-9110 (print)

2564-2480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Gates St-Pierre, C. (2023). Entrevue croisée avec Pauline Desjardins et André Burroughs. *Archéologiques*, (36), 57–69. <https://doi.org/10.7202/1100146ar>

Entrevue croisée avec Pauline Desjardins et André Burroughs

Propos recueillis par **Christian Gates St-Pierre**

Née à Saint-René-de-Matane en 1946, Pauline Desjardins a principalement fait carrière comme consultante et au sein de l'entreprise ArcheMI, qu'elle a fondée.

Né à Hull en 1956, André Burroughs a œuvré comme conseiller en archéologie au sein de la société Hydro-Québec.

Christian Gates St-Pierre – Merci d'avoir accepté de vous prêter à cette septième édition des entrevues croisées. C'est agréable de pouvoir enfin se réunir en personne, les deux entrevues précédentes s'étant faites de manière virtuelle. Pour commencer, vous vous connaissez depuis longtemps, n'est-ce pas ?

André Burroughs – On s'est beaucoup fréquentés, mais on s'est beaucoup absentés aussi !

Pauline Desjardins – On s'est bien connus, on était au Département d'anthropologie de l'Université de Montréal : on s'intéressait tous deux à l'archéologie historique, dans les années 1970. J'étais en maîtrise, alors qu'André était étudiant au baccalauréat. Ensuite, on a travaillé ensemble à Laval, sur le site d'une ancienne ferme d'une communauté religieuse. Cependant, mes premières fouilles, je les ai faites avec Norman Clermont au site des Rapides Fryers, près de Chambly. Jean-François Moreau et Daniel Chevrier étaient ses assistants. Ensuite, je suis allée à la Baie James, en 1974-1975, pour faire un inventaire au lac Sakami, en canot. On était trois filles : moi, Jocelyne Séguin et Micheline Chartrand. Jocelyne a continué à travailler en archéologie, pas Micheline, qui était en ethnologie. Lorsqu'on est arrivées à l'aéroport, le responsable de la SEBJ¹ nous a dit : « Pas de filles sur le territoire ! ». Parce qu'il y avait eu des problèmes dans le passé, avec des hommes sur les chantiers. Mais le responsable de l'équipe, James Chism, nous a dit : « Les filles, attachez vos tuques, bou-



André Burroughs et Pauline Desjardins
à Montréal, le 17 janvier 2023.
(Photo : Christian Gates St-Pierre)

tonnez vos chemises, on y va quand même ! ». S'il nous était arrivé quelque chose, ça aurait pris plus de temps pour que les femmes soient acceptées à la Baie James. Heureusement, tout s'est bien passé. C'est plutôt une des équipes de gars qui a eu des problèmes, lorsqu'ils ont perdu leur canot !

CGS – Je vais vous amener plus loin encore, jusqu'à votre enfance peut-être ! En fait, j'aimerais savoir quel a été l'élément déclencheur qui vous a menés à l'archéologie.

AB – Ça remonte à loin en effet, mais indirectement, au sens où je me suis toujours intéressé à l'histoire et à la géographie, j'ai même suivi des cours de latin au secondaire. On faisait beaucoup de lectures sur l'Antiquité et ça m'intriguait énormément, surtout l'histoire de l'Empire romain, que je trouvais très spectaculaire. J'avais un professeur de français et d'histoire au Cégep, Élie Fallu, qui est plus tard devenu ministre au sein du premier gouvernement Lévesque². Il avait une passion pour l'histoire et comme on allait accueillir les Jeux olympiques de 1976 à Montréal, il a écrit un livre sur les jeux de l'Antiquité. Il m'avait encouragé à poursuivre mes études dans ce domaine. C'est à ce moment que j'ai commencé



Sur un chantier de fouille archéologique à Laval, en 1978. De g. à dr. : Claude Charbonneau, André Burroughs, Yves Goyette, Pauline Desjardins, Marie-Claude Jaillet et Pierre Trahan.

à penser à l'archéologie. Avant de terminer mes études de Cégep, j'ai fait un voyage en Italie, où j'ai visité Pompéi, Herculaneum, Paestum, et j'ai trouvé ça fascinant. Mais quand je suis revenu, j'ai réalisé que l'archéologie, il s'en faisait aussi au Québec. Je réalisais aussi que l'archéologie classique, c'était loin de chez nous, surtout durant cette période très nationaliste qu'étaient les années 1970. Je me suis demandé : que connaît-on de notre propre archéologie ? Pour étudier dans ce domaine au Québec, on avait alors le choix entre l'archéologie historique à l'Université Laval ou l'archéologie préhistorique à l'Université de Montréal. J'ai choisi d'aller chercher un bagage de connaissances en anthropologie à l'Université de Montréal. À mon deuxième été d'études, l'archéologue Pierre Trahan avait le mandat de faire des fouilles à Laval, à Saint-François plus précisément, et il avait de la place dans son équipe. C'est là que j'ai véritablement connu Pauline, en fait. Avant on se croisait, mais on ne se connaissait pas vraiment.

PD – J'avais été parachutée sur ce chantier, parce qu'en revenant de la Baie James, je voulais faire

ma maîtrise sur la communauté innue de Betsiamites. Mais lorsque je suis allée les rencontrer, on m'a répondu : occupe-toi de ta communauté et laisse-nous nous occuper de la nôtre. Eh bien, je les ai pris au mot, et je me suis tournée vers l'ethnologie historique, puis l'archéologie historique. Je me suis sentie plus à l'aise, notamment parce qu'on dispose de plus de documentation en archéologie historique qu'en préhistoire ; je pouvais mieux aller chercher les comportements, c'est ce qui m'intéressait. Le débitage lithique, ça ne m'inspirait pas tellement ! En 1978, j'ai demandé aux gens du ministère de la Culture de me trouver un chantier en archéologie historique ; ils ont donc ajouté un assistant dans le mandat de Pierre Trahan. Pour cette fouille à l'île Jésus, je me suis particulièrement intéressée à des méthodes de prospection non invasive. Je m'intéressais aux nouvelles méthodes, dont le géoradar et la prospection aérienne, dans un rapport qui a été ajouté au rapport de fouille de Pierre. Ce n'est que plus tard, dans le Vieux-Montréal, que j'ai expérimenté ces méthodes.

CGS – On entend souvent ce commentaire de la part des ethnologues ou des historiens, selon lesquels l'archéologie préhistorique ou l'archéologie autochtone est éloignée des comportements humains, trop axée sur la technique et sur le matériel.

PD – Exactement. Moi j'ai travaillé comme secrétaire au départ, pour le ministère des Terres et Forêts, puis pour la municipalité d'Hauterive, sur la Côte-Nord. Mais ça m'ennuyait, alors je suis retournée aux études en chimie industrielle. Or, là aussi l'humain était loin! C'est pour cette raison que je me suis tournée vers l'anthropologie et l'archéologie.

AB – On fait toutes sortes de détours dans ces carrières d'archéologues.

CGS – Tous les chemins mènent à Rome!

PD – Lorsque j'ai annoncé à ma mère que j'allais étudier en archéologie, elle m'a dit: «J'aurais tellement aimé faire ça!».

AB – Moi, j'avais plutôt une tante qui me demandait toujours: «Quand est-ce que tu vas avoir une vraie job?».

CGS – Je me suis souvent fait poser cette question moi aussi, par des gens qui trouvaient que j'étudiais bien longtemps! Ça témoigne du peu de valeur qu'on attribue parfois aux études, à l'éducation, comme si on est utiles à la société seulement lorsqu'on travaille. Mais revenons à vous, c'est donc à l'Université de Montréal que vous vous rencontrez, durant vos études.

AB – Il y avait aussi Pierre Bibeau, Claude Rocheleau, Claire Mousseau et plusieurs autres étudiants dans ces années-là, qui vont devenir archéologues. C'était surtout la culture matérielle qui m'intéressait, mais aussi le contact, sur les postes de traite par exemple. En 1979, je suis allé travailler dans le nord de l'Ontario, à Sault-Sainte-Marie, avec Thor Conway du ministère de la Culture ontarien, sur le site d'un ancien poste de traite, et j'y ai découvert la collection du poste d'Agawa. Ma maîtrise a porté là-dessus³. Elle m'a permis de toucher à tous les types de matériaux, grâce aux fabuleuses collections de référence de Parcs Canada. D'ailleurs, c'était mon rêve de travailler pour eux un jour, mais quand j'ai terminé ma maîtrise, ils ont en fait coupé de très nombreux postes, il n'y avait plus d'ouvertures. C'est cyclique les coupures de postes à Parcs Canada, et ça a d'ailleurs été encore plus drastique en 2012.

PD – Quand j'ai commencé ma maîtrise, j'étais enceinte et je pensais que je pourrais écrire mon mémoire en même temps que m'occuper de mon fils. Mais j'ai appris qu'élever un enfant ça demande du temps et c'est ce qui explique que j'ai mis 10 ans pour compléter ma maîtrise!

CGS – Elle portait sur quel sujet?

PD – Sur la circulation des terres à Calixa-Lavallée, sous la direction de Guy Dubreuil d'abord, puis de Jean-Claude Muller au moment du dépôt⁴. Toutes les maisons du rang de la Beauce et autres éléments d'intérêt patrimonial avaient été inventoriés dans un macro-inventaire. Ma formation en archéologie m'a amenée à procéder avec une analyse spatiale; j'ai donc pris 15 terres et j'ai suivi leur transmission de 1730 jusqu'à 1975. En fait, c'était basé sur l'approche de l'École des annales française. Donc au lieu de suivre les familles dans le temps, comme on le faisait à l'époque avec le macro-inventaire, j'ai suivi les terres. Autrement dit, ça consistait à reconstituer des chaînes de titre sur le long terme, très bonne pratique pour les nombreuses études de potentiel que j'ai réalisées plus tard.

Mais il fallait aussi que je gagne ma vie, alors j'ai travaillé au Laboratoire d'archéologie de l'UQAM où je m'occupais de la documentation. Je faisais des résumés des publications que j'entraînais ensuite dans une base de données informatique, avec des cartes perforées: c'était une autre époque (de 1976 à 1980)! Le premier ordinateur portable est entré au laboratoire en 1979 seulement.

AB – Ça a été un foyer de recherche important, ce laboratoire de l'UQAM; ça a été marquant et formateur pour plusieurs archéologues.

PD – Oui, des gens comme Ian Badgley, Jean-Guy Brossard, Pierre Bibeau et Hélène Gauvin sont passés par-là.

CGS – Es-tu passé par ce laboratoire aussi, André?

AB – Non, mais j'y allais parce que j'y connaissais des gens. J'ai plutôt commencé à travailler chez Archéotec. Robert Crépeau, qui avait travaillé avec Daniel Chevrier, m'avait recommandé d'aller travailler avec eux, parce qu'ils cherchaient des archéologues, notamment au projet Grande-Baleine. J'ai été impressionné par les moyens déployés par Hydro-Québec, mais surtout par la beauté des paysages, explorés en hélicoptère. C'est un immense territoire à investiguer et c'est alors

que les firmes d'archéologie ont développé les études de potentiel archéologique, pour rendre leur inventaire possible en discriminant les secteurs. C'est aussi à ce moment qu'a été prise en compte toute la question de l'utilisation du territoire par les Autochtones, en tout cas c'était nouveau pour moi et ça a ouvert la voie aux premières collaborations autochtones, notamment avec les maîtres de trappe qui nous accompagnaient sur le territoire.

CGS – On reviendra à la collaboration autochtone, mais pour le moment, dites-moi, vous vous êtes tous deux intéressés à l'archéologie historique, mais vous avez tous deux fait vos études à l'Université de Montréal où ce n'était pas vraiment enseigné, contrairement à l'Université Laval : pourquoi ?

PD – C'est très simple, j'avais un mari et un fils à Montréal ! J'ai pensé à aller à l'Université Laval car j'avais déjà travaillé avec l'historien Jacques Mathieu, pour mon mémoire de maîtrise. Il m'avait d'ailleurs offert de faire mon doctorat avec lui là-bas, mais j'ai préféré le faire à Montréal.

AB – Il y avait aussi Marcel Moussette qui attirait beaucoup d'étudiants en archéologie à l'Université Laval, mais il y avait également le fait que la dimension autochtone en archéologie était plus développée à l'Université de Montréal. Ça correspondait mieux à mes intérêts.

CGS – Vous gardez quel souvenir de vos années d'études ?

PD – J'ai eu beaucoup de plaisir à étudier au Département d'anthropologie et l'ouverture sur les quatre disciplines me plaisait beaucoup. J'étais plus souvent dans le Laboratoire d'ethnolinguistique de Pierrette Thibault ou le Laboratoire de Mésoamérique de Louise Paradis.

AB – J'étais impressionné par la brochette de professeurs qu'il y avait au Département d'anthropologie de l'Université de Montréal : Philip Smith, Paul Tolstoy, Norman Clermont, Pierre Beaucage, Bernard Bernier. Ce dernier m'a ouvert les horizons sur des cultures et des régions que je connaissais moins, dont le Japon, évidemment. Il y avait aussi des visites de grands chercheurs : je me souviens de Robert McNeish, par exemple, qui était venu donner une conférence, invité par Tolstoy qui faisait lui-même la traduction simultanée de la conférence ! Pour des gens plutôt nationalistes comme moi, cette ouverture sur le monde a été bénéfique.

CGS – Et y a-t-il des chercheurs en particulier qui vous ont influencés, des mentors ou mentores ?

PD – J'ai fait beaucoup de choses dans ma carrière et j'ai été influencée par beaucoup de gens. Mais je dirais que Lewis Binford et la *New Archaeology* ont eu une grande influence, pour leur accent sur l'étude du comportement humain. Il y a aussi Martin Biddle et Pamela Cressey, un Britannique et une Américaine, spécialistes de l'archéologie urbaine. J'ai invité Pamela à présenter ses travaux au colloque de l'AAQ, en 1988, qui portait sur ce thème. En 1984, avec l'équipe du laboratoire d'archéologie de la SANM⁵, nous avons fait un stage de deux semaines en archéologie urbaine en France, organisé par Monique Laliberté ; nous avons visité les équipes chargées des fouilles urbaines à Paris, Orléans, Tours, Caen, Douai et Lyon, grâce à une subvention du ministère des Affaires intergouvernementales. On y a été très bien reçus et nous avons beaucoup appris.

AB – J'ai été très jaloux, j'ai manqué ce bateau-là ! J'aurais aimé y participer, mais je n'aurais pas pu de toute façon, j'étais pris ailleurs. Ce type d'activité contribuait à comprendre la diversité des centres historiques, comme le Vieux-Montréal auquel je m'intéressais.

Pour revenir aux influences, de mon côté il y a eu Norman Clermont, qui a été mon directeur de maîtrise, même si on a peu échangé puisque je travaillais sur une collection historique et qu'il était préhistorien ; disons qu'il a surtout contribué à corriger mon français écrit ! C'est davantage avec les gens de Parcs Canada que j'ai pu discuter des approches, des gens comme Hélène Deslauriers, Claire Mousseau, Jean Bélisle. Je nommerais aussi Daniel Chevrier et son associé, Réal Goulet, un géomorphologue ; les géomorphologues, comme Gilles Rousseau également, m'ont beaucoup appris, en fait. J'ai appris à lire le paysage avec eux, à comprendre l'organisation de l'espace. Ils ont une vision différente et plus large que celle des archéologues qui ont parfois le nez trop collé sur leur carré de fouilles. Ça m'a été utile durant ma carrière, notamment au niveau des études de potentiel archéologique réalisées sur de grands espaces. Laurent Girouard a été important aussi ; il venait souvent nous rendre visite et discuter chez Archéotec, il nous aidait beaucoup et il a jeté les bases du travail des firmes en archéologie.

CGS – Avez-vous tous les deux fait beaucoup de contrats dans les firmes au début de vos carrières ?

PD – J’ai peu travaillé avec les firmes. Après mon premier terrain à Laval, j’ai appliqué sur des postes avec Parcs Canada et à la Baie James et j’avais été acceptée aux deux, mais j’ai choisi la Baie James parce que pour le même salaire, nous étions logés et nourris, et il y avait moins d’occasions de dépenser son argent là-bas.

CGS – Tu parles de postes permanents ou de contrats saisonniers ?

PD – Des contrats ; des emplois permanents, je n’en ai jamais eu, de toute ma carrière en archéologie ! Après la Baie James, je suis partie m’isoler à Matane pour travailler mon mémoire de maîtrise, en laissant mon mari s’occuper de notre fils de deux ans. J’ai fait toute l’analyse des données, puis la rédaction est venue plus tard.

CGS – Pourquoi ?

PD – Je partageais mon temps entre la rédaction, mon rôle de mère, un temps partiel au laboratoire d’archéologie de l’UQAM, des charges de cours au CÉGEP (Valleyfield, Saint-Jérôme, Bois-de-Boulogne). J’ai d’ailleurs repris ces cours sur l’évolution humaine et sur l’archéologie nord-américaine, en anglais, à l’Université du Michigan, durant mes études postdoctorales.

CGS – Où as-tu appris l’anglais ?

PD – J’ai fait un séjour en immersion anglaise comme dame au pair à l’été de 1968, en Saskatchewan. Ça m’a permis d’obtenir un poste bilingue au ministère de la Santé fédéral à ma sortie du Cégep en 1970. Et puis, la majorité des lectures durant mes études en anthropologie étaient en anglais, j’ai participé à des colloques canadiens et américains, j’ai donné plusieurs conférences et j’ai écrit des articles en anglais. J’ai également fait mon stage de doctorat en Angleterre et mon postdoctorat aux États-Unis. Bien que je sois bilingue, je maîtrise mieux l’expression que la compréhension ; je n’ai jamais pu comprendre la télévision en anglais, au grand dam de mes petits-enfants !

AB – Moi aussi pour mon mémoire de maîtrise, toutes les publications étaient en anglais, surtout celles qui concernaient mon site situé en Ontario ; je devais traduire tous les termes utilisés. Comme je suis à l’aise en anglais, ça ne m’a pas causé de problème, sauf que les gens en Ontario voulaient ensuite que je traduise mon mémoire, j’ai donc refait le chemin inverse pour leur en fournir une version anglaise !

CGS – J’imagine que ta maîtrise de l’anglais vient du côté des Burroughs ?

AB – Oui, je viens de la région de Hull-Ottawa où j’ai baigné dans le bilinguisme ; nous, on écoutait la télévision en anglais, et on la comprenait ! On recevait aussi des journaux francophones et anglophones à la maison. J’ai aussi perfectionné mon anglais en passant quatre mois en immersion dans le nord de l’Ontario, quand j’étais jeune diplômé.

CGS – Avançons un peu dans le temps, maintenant. La fondation de la firme Archemi, ça arrive quand et comment dans ta carrière, Pauline ?

PD – Archemi arrive en 1995. En 1982, la Ville de Montréal avait confié la gestion du patrimoine archéologique de la ville à la SANM. Il y avait alors six archéologues : moi, Jean-Guy Brossard, Line Rigazio, Louise Pagé, Suzanne Lachance et Monique Laliberté. Toute une équipe ! On devait notamment finir la fouille de la Place-Royale amorcée au cours des années précédentes, faire l’expertise des terrains vacants du Vieux-Montréal et planifier les interventions à court et moyen terme. On voulait élaborer une problématique globale de recherche pour encadrer nos choix et c’est dans ce contexte qu’on est allés faire la tournée en France mentionnée tout à l’heure.

AB – Archéotec avait temporairement fermé ses portes en 1984, il fallait donc voler de nos propres ailes et après un passage de trois ans au site de Plaisance en Outaouais, avec Cornéliu Kirjan du MCCQ, j’ai moi aussi abouti à la SANM, en 1988, justement pour participer à cette expertise sur les terrains vacants du Vieux-Montréal. Et même avant, je me pointais souvent dans le Vieux-Montréal pour voir ce que les gens de la SANM y faisaient.

PD – En 1988, je n’y étais plus. J’ai rendu mes derniers rapports en 1987. Notre équipe a tenté de changer la structure administrative pour mieux répondre aux besoins de l’archéologie urbaine, mais les autorités ont décidé de maintenir la structure en modifiant l’équipe. Pour ma part, je considérais qu’il fallait un archéologue en poste de manière permanente à la Ville de Montréal. C’est à ce moment que la SANM a engagé Pierre Cardinal. Je suis alors devenue présidente de l’AAQ et j’ai fait des pressions et des conférences de presse pour défendre ce besoin d’avoir un archéologue à l’emploi de la Ville de Montréal, ce qui s’est fait par la suite avec l’engagement de Claire Mousseau.



Site Viger (BjFj-15), Montréal, en 1984. De g. à dr. : Christian Bélanger, Pierre MacDuff, Pauline Desjardins, Claire St-Germain, Claire DuMesnil, André Burroughs et Christian Poulin.

AB – C’est à peu près à ce moment-là que j’ai développé un intérêt pour l’archéologie publique. Il y avait beaucoup de visiteurs dans le Vieux-Montréal et dans mes premiers projets à la SANM, avec Pauline, je répondais souvent à leurs questions. L’équipe n’était pas très intéressée par cet aspect et me demandait toujours pourquoi je faisais ça. Je leur répondais que ce sont eux, les citoyens, qui paient pour ce que nous faisons. Si on veut avoir leur appui, il faut diffuser ce qu’on fait. Mais c’était encore nouveau à l’époque.

PD – J’étais entièrement d’accord avec ça. J’ai participé au projet de Louise Pagé, en 1986 et 1987, pour les fouilles ouvertes au public qui se faisaient sur les sites que je dirigeais. Louise s’occupait des participants du public et moi des professionnels. Lors de la fouille de la Pointe-à-Callière, j’ai désigné une personne pour répondre à plein temps aux questions du public.

AB – Une autre frustration, c’était le manque de budgets pour les analyses et les publications : on coupait les budgets normalement dédiés à ça et on gardait les montants pour faire d’autres terrains, en prétextant que les analyses, ce sont des étudiants de maîtrise des universités qui les

feront. Ce à quoi je n’ai jamais cru, parce que c’est très rare que les gens retournent travailler sur les données des autres, plusieurs années plus tard.

Pendant mon passage à la SANM, Bertrand Émard, à l’emploi d’Hydro-Québec, m’a appelé pour me dire qu’un poste temporaire de six mois allait s’ouvrir, car il était débordé par la gestion de projets – Laurent Girouard, lui, s’occupait dorénavant des projets de recherche, chez Hydro-Québec. Je m’étais dit que ça me donnerait une bonne expérience, sachant justement que la Ville de Montréal allait ouvrir ce poste d’archéologue. Finalement, c’est Claire Mousseau qui a eu le poste, et je dirais heureusement ! Car je n’aurais pas eu le courage de m’attaquer à cette immense structure administrative, où il fallait tout mettre sur pied à partir de rien. Je suis donc resté chez Hydro-Québec pendant neuf ans à occuper ce poste qui était renouvelé chaque année, jusqu’à la crise du verglas en 1998. Il fallait alors reconstruire le réseau et j’ai été chargé du volet environnemental du projet de reconstruction de la boucle du centre-ville de Montréal. Mais comme nous savions que ça allait durer au moins deux ans, on ne pouvait plus continuer avec des contrats annuels ; c’est à ce moment que j’ai été

engagé de manière permanente, mais comme conseiller en environnement. C'est plus tard que mon travail s'est concentré à nouveau sur l'archéologie. La persévérance, c'est important, surtout quand on est passionnés par ce qu'on fait. Il fallait être patient et saisir les opportunités, comme ce fut mon cas. Mais je dois dire que j'ai été privilégié, car il y avait très peu de postes dans la fonction publique à l'époque. Dans ce domaine, c'était rare qu'on aient des « vraies jobs », comme disait ma tante!

CGS – Mais revenons aux origines d'Archemi, Pauline.

PD – Avant, j'aimerais faire une parenthèse sur mes années avec la Société du Vieux-Port de Montréal. Suite à une consultation publique sur le réaménagement de son territoire, un des principes directeurs retenus était la mise en valeur des vestiges archéologiques. Les gestionnaires ont consulté Parcs Canada pour définir une approche. C'est dans ce contexte que Pierre Beaudet m'a contactée, en 1988, pour réaliser une étude de potentiel et un inventaire de l'ensemble du territoire sous la juridiction de la Société. Parallèlement à ces travaux, des études de faisabilité étaient en cours pour construire, sur la pointe à Callière, un Centre Commémoratif pour le 350^e anniversaire de la fondation de Montréal. Comme cette section avait un fort potentiel, j'ai préparé une soumission à la Société du Vieux-Port de Montréal incluant la fouille, l'analyse et la publication⁶. La Société a accepté et dégagé les fonds pour la fouille de 1989 et Parcs Canada a fourni toutes les ressources scientifiques et logistiques dont nous avions besoin. J'ai rarement eu autant de souplesse pour faire faire toutes les analyses scientifiques nécessaires à la compréhension et à l'interprétation d'un site. Pendant que j'analysais les données de la fouille, Geneviève Duguay s'occupait de la culture matérielle, Jacques Guimont des vestiges architecturaux et Brian Ross des matrices événementielles. Les années suivantes, j'ai continué comme chef archéologue pour la Société du Vieux-Port de Montréal pendant la durée des travaux de réaménagement du territoire, assistée par Mario Savard et Mario Bergeron.

Comme mon contrat s'est terminé en 1993, j'ai décidé de faire mon doctorat à l'Université de Montréal, à partir des données que j'avais accumulées dans le Vieux-Port, incluant l'entrée aval du canal de Lachine. J'ai fait ma scolarité, sous la

direction de Louise Paradis, en codirection avec Barrie Trinder, qui donnait des cours en archéologie industrielle au *Ironbridge Institute*, en Angleterre, où j'ai fait mon stage de doctorat. Ensuite, j'ai visité des sites industriels concernant l'énergie hydraulique, des ports et des canaux, en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Italie et même en Slovénie, ce qui m'a permis d'accumuler des données et de bien me réseauter. J'étais en Belgique lorsque Pierre Beaudet m'appelle à nouveau, cette fois pour faire l'inventaire des ressources culturelles du corridor du Canal de Lachine.

AB – Pas qu'une mince affaire: c'est le berceau industriel du Canada!

PD – En effet, c'est d'ailleurs cet inventaire qui a permis de classer le corridor comme lieu historique du Canada. Pour obtenir le contrat avec Parcs Canada, il fallait être enregistré au registre des entreprises. C'est ainsi que j'ai fondé Archemi.

CGS – Pourquoi l'avoir fondé seule: ce n'était pas risqué vu l'ampleur du projet?

PD – Non, pour ce contrat j'étais en partenariat avec Jean Bélisle, Maître d'œuvre de l'histoire Inc., Alain Gelly d'Histobec et Chantal Prud'Homme, architecte paysagiste. C'était un projet multidisciplinaire. Plus tard, j'ai dû incorporer la compagnie pour obtenir certains contrats, avec Hydro-Québec notamment.

AB – Hydro-Québec s'était engagée dans un grand projet de réfection de centrales hydro-électriques, en Mauricie surtout, mais aussi en Outaouais: il nous fallait donc une expertise en ce domaine, pour déterminer et justifier ce qui devait être conservé et mis en valeur, et il fallait se baser sur des données solides.

CGS – Est-ce que c'était un combat pour toi, chez Hydro-Québec, de justifier la documentation et la protection de certains sites, notamment les sites industriels?

AB – Oui, mais la protection des sites industriels était plus facile que je l'aurais cru au départ. Il faut dire qu'il s'agit d'un patrimoine qui appartient aux ingénieurs. C'est leur génie qu'on tente de préserver et de mettre en valeur. En ce qui concerne les projets de nouveaux aménagements, la Loi sur la qualité de l'environnement nous aidait beaucoup puisque ces projets y étaient assujettis et qu'elle nous obligeait à évaluer les impacts environnementaux, qui incluaient la dimension humaine, et donc le patrimoine archéologique.

On s'appuyait peu sur la Loi sur le patrimoine culturel, qui n'est pas très contraignante. Dans certains cas, c'était moins évident, surtout parce qu'on travaillait dans des équipes multidisciplinaires où il fallait souvent expliquer à des administrateurs, des ingénieurs, des biologistes ou des géologues pourquoi le patrimoine archéologique est important lui aussi, pourquoi c'est important pour les communautés locales. Il fallait être présents autour de la table et asseoir notre pertinence et notre crédibilité. D'autant plus que les budgets n'étaient pas illimités, même si on avait de grands moyens pour ces grands projets.

Un autre problème, c'est que de nombreuses personnes que l'on réussissait à convaincre de la pertinence de l'archéologie finissaient un jour par s'en aller, et il fallait tout recommencer le travail auprès de leurs remplaçants. Et ce n'est pas parce qu'ils étaient plus jeunes qu'ils étaient plus ouverts! On nous demandait encore si c'était vraiment nécessaire de s'occuper de l'archéologie. Mais avec le temps, le volet archéologique est devenu plus systématiquement présent dans la prévision des travaux d'Hydro-Québec, il y a des acquis maintenant. Encore une fois, Laurent Girouard y a fortement contribué.

CGS – Est-ce qu'il y a un moment où la protection du patrimoine archéologique a cessé d'être perçue comme une contrainte et a commencé à être perçue comme un avantage?

AB – Ça dépendait à qui on parlait, mais certains ont compris que c'était un avantage pour nous aider à construire des relations de respect mutuel avec les communautés autochtones. On a voulu être exemplaires à cet égard. Il faut dire aussi que l'intérêt du public envers l'archéologie nous aidait à défendre la pertinence de l'archéologie chez Hydro-Québec. Dans le cas de l'enfouissement du réseau électrique, par exemple, avoir des partenaires influents comme la Ville de Montréal aidait aussi, surtout lorsqu'ils contribuaient financièrement.

PD – C'est également pour ça que j'ai toujours défendu la nécessité d'avoir des archéologues à la Ville de Montréal, pour prévoir et planifier les travaux archéologiques à l'avance, avec d'autres grands partenaires. Je me suis beaucoup servi de cette phrase dans ma vie: «si vous ne voulez pas que vos travaux soient arrêtés, vaut mieux prévoir le volet archéologique à l'avance».

CGS – Je reviens à Pointe-à-Callière, Pauline: à quel moment a-t-on pris la décision d'en faire un musée?

PD – En fait, comme mentionné plus tôt, c'est un centre commémoratif du 350^e anniversaire de Montréal qui était prévu à cet endroit; le projet est devenu celui de créer un musée à cause des fouilles archéologiques justement, qui ont révélé l'importance du site. Par contre, il a fallu se battre, avec Claire Mousseau, pour défendre certains aspects, notamment pour préserver les pieux de bois que les ingénieurs voulaient détruire pour installer l'ascenseur, ou pour la préservation des fosses du cimetière, dont l'une contenait encore une sépulture lors des fouilles. Les autres sépultures se sont probablement désagrégées à cause de l'humidité des sols, suite aux nombreuses inondations qu'a connues l'endroit. C'est d'ailleurs pour ça que le cimetière fut éventuellement déplacé, mais sans en retirer les corps. André Bergeron du Centre de conservation du Québec (CCQ) et les gens de Parcs Canada m'ont aussi beaucoup aidée à déterminer ce qu'il était possible de conserver.

CGS – Maintenant qu'on a un peu fait le tour de vos carrières, j'aimerais vous demander quels ont été vos meilleurs coups et aussi vos moins bons moments durant ces carrières?

PD – Dans mon cas, mon meilleur coup c'est vraiment Pointe-à-Callière.

CGS – Plus que le Canal Lachine?

PD – Oui, parce que c'est vraiment le projet où j'ai pu réaliser toutes les étapes d'une démarche archéologique: l'étude de potentiel, l'inventaire, la fouille, l'analyse, la publication, et la cerise sur le gâteau: un musée!

AB – Et sur le lieu même de fondation de Montréal!

PD – Je ne pouvais pas demander plus, ce ne sont pas tous les sites qui deviennent des musées. Concernant le projet du Canal Lachine, son importance est dans la base de données GIS que j'ai créée, où tous les bâtiments, présents et anciens, sont répertoriés et géoréférencés, permettant au gestionnaire de Parcs Canada, en particulier Gisèle Piédalue, de produire une étude de potentiel d'un terrain en moins d'une heure. Mon autre grande réalisation est ma thèse de doctorat⁷, pour laquelle l'informatique et la cartographie numérique ont joué un très grand rôle autant dans l'analyse que dans le rendu final. On avait très peu

d'outils de recherche de ce genre à mes débuts, contrairement à nos jours.

AB – C'est vrai. Moi, mon mémoire de maîtrise je l'ai écrit sur un dactylo électrique et mes cartes je les ai dessinées à la main. La transformation des outils, ça a été vraiment très important. C'est vrai aussi pour les archives, les plans anciens, qui sont aujourd'hui numérisés.

Ceci dit, parmi les 200 ou 300 projets sur lesquels j'ai travaillé, le plus important fut certainement celui de l'aménagement de la centrale Eastmain et de la dérivation de la rivière Rupert, de par son envergure, notamment. C'est aussi un projet qui a permis de faire reculer les débuts de l'histoire humaine de la région de 3500 ans AA à 5000 ans AA environ. La collaboration établie avec les populations autochtones fut également très importante. C'était aussi un défi que d'établir la confiance entre les différents partenaires et les organismes qu'ils représentaient : David Denton, Pierre Dumais, Gilles Rousseau, Pierre Bibeau. Tous se sont beaucoup investis et sont allés sur le terrain ensemble. La complémentarité des connaissances des archéologues et des aînés des communautés autochtones a été bénéfique, mais pas évidente à mettre en place au départ. Il y a aussi une exposition itinérante des résultats de cette entreprise réalisée par le Conseil de la Nation Crie qui a circulé parmi les communautés cries et dont on peut être assez fiers. Et finalement, la synthèse de ce projet a mené à une publication dans la collection *Mercur* du Musée canadien de l'histoire⁸. J'aurais cependant aimé qu'elle soit complètement traduite en anglais, pour que les gens à l'extérieur du Québec soient au courant de cette archéologie d'envergure qui se fait ici.

CGS – Imaginez si tous les projets de ce genre menaient vers des publications, ce serait formidable!

AB – Le projet de la rivière Romaine a mené à une publication semblable⁹, mais c'est vrai qu'on a de la difficulté à faire connaître ces projets. On a aussi tenté de partager les résultats de nos travaux sur les médias sociaux, notamment avec des images du projet de la Romaine prises avec un drone. Le premier commentaire reçu, c'était : « je vous gage que vous n'aviez même pas de permis pour faire voler votre drone! ». C'est le problème avec les médias sociaux, où les efforts déployés sont facilement discrédités. Mais c'est également vrai que les gens n'ont pas le réflexe premier d'aller prendre des nouvelles sur le site d'Hydro-Québec.

CGS – Ça doit effectivement être assez rare que des gens se disent : « Tiens, je ne sais pas quoi faire aujourd'hui, je vais aller visiter le site internet d'Hydro-Québec »!

AB – Exactement! C'est pourquoi je comptais aussi sur le Réseau Archéo-Québec pour faire connaître nos travaux, mais avec la pandémie, tout a été ralenti.

CGS – Et les réseaux sociaux changent eux-mêmes, et rapidement. Les jeunes ne vont plus sur Facebook ni Twitter : ils sont sur Instagram et sur TikTok, et dans quelques années toutes ces plateformes seront peut-être remplacées par d'autres. Il faut s'adapter à chaque fois.

Mais pour revenir à ma question, avez-vous également des regrets, des projets qui ne se sont pas passés comme prévu ou qui n'ont pas eu lieu, par exemple?

PD – Je suis assez satisfaite de tout ce que j'ai fait, mais il y a quand même la base de données sur l'énergie hydraulique au Canada, mon sujet de postdoctorat, que j'ai commencé à monter, mais que je n'ai jamais complété. Il aurait fallu que je crée un groupe de recherche pour accomplir cette tâche, mais avec tous les contrats et mandats que j'avais, je n'ai pas eu le temps. J'ai aussi vécu des événements personnels qui m'ont forcé à arrêter cette recherche. Toutes les données sont maintenant entre les mains d'Ethnoscop. Et puis, 65 ans est arrivé très vite!

AB – Moi aussi j'ai été assez comblé durant ma carrière, j'ai eu la chance de toucher à tout. J'ai même analysé une collection lithique : 100 000 éclats de quartz qu'il fallait mesurer et peser, sur le site GaFf-1, publié plus tard par Daniel Chevrier¹⁰. Mon principal regret, en fait, c'est de ne plus avoir été en mesure de faire de terrain après avoir accepté mon poste de gestionnaire chez Hydro-Québec. J'aurais aimé pousser plus loin mes travaux sur les postes de traite notamment, à Fort Georges par exemple. Mais au moins, d'autres archéologues, comme Christian Roy, ont pu continuer les recherches sur ce type de sites.

CGS – Dis-moi Pauline, on l'a dit : il faut parfois se battre pour défendre l'archéologie. Mais j' imagine que pour l'archéologie industrielle, souvent mal aimée, il a fallu se battre encore plus, n'est-ce pas? Est-ce que la perception a changé avec le temps? Moi-même, j'en suis venu tardivement à aimer l'archéologie industrielle, que je trouve fascinante aujourd'hui, à plusieurs égards, esthétique

tique et anthropologique notamment, mais au départ ça me semblait loin de l'archéologie telle que je me la définissais, de manière sans doute un peu trop stricte.

PD – J'en suis arrivée à l'archéologie industrielle un peu par accident, et ça m'a demandé beaucoup de travail pour intégrer un langage technique, une nomenclature très différente, par exemple. Mais pour moi, la différence entre ce qui est en haut et ce qui est en bas, entre ce qui est au-dessus du sol et ce qui est dans le sol, n'a jamais eu d'importance. En archéologie industrielle, tout est pris en compte: les équipements et l'architecture, bien sûr, mais aussi les comportements, les contextes. Et en réalité, je n'ai jamais eu à convaincre personne de l'importance de ces sites industriels, car ce sont des gens déjà convaincus, comme Pierre Beaudet et Gisèle Piédalue, qui m'ont sollicitée pour les documenter.

AB – La Cité de l'Énergie à Shawinigan est venue concrétiser l'intérêt du public pour l'archéologie industrielle, avec ses installations impressionnantes qui ont été bien mises en valeur. Avec la Pulperie de Chicoutimi, ce sont deux pôles majeurs du patrimoine industriel.

PD – Il y a aussi les Forges du Saint-Maurice. Quant au Canal Lachine, il a été beaucoup étudié au début, mais ensuite c'est tombé à plat, on n'a plus rien fait, on n'a pratiquement rien mis en valeur. On a conservé le canal lui-même, mais pratiquement aucune industrie autour: on les a remplacées par des condominiums. Peut-être qu'un jour on fera quelque chose avec les fameux Silos 5, présentement à l'abandon. Mais en effet, ça reste un patrimoine mal aimé, mal compris. On vit une époque d'obsolescence programmée et ces industries semblent obsolètes pour bien des gens. Quand je faisais mon cours d'archéologie industrielle en Angleterre, mon professeur nous disait que le meilleur exemple d'archéologie industrielle, c'est en fait une usine en opération: tout est là, observable.

CGS – On pense parfois que parce que c'est récent, alors on connaît nécessairement tout là-dessus, que tout est dans les textes, les archives, etc. C'est la même chose pour toutes les formes d'archéologie s'intéressant à un passé plus ou moins récent. Or, l'archéologie du passé récent continue de nous surprendre et de nous apprendre des choses qui ne se trouvent dans aucun livre, dans aucune archive, sur la dimension humaine

notamment; par exemple la vie dans une usine, l'organisation du travail et de l'espace, etc.

PD – En effet, on ne sait absolument pas tout de l'histoire industrielle. À force d'entendre ce genre de discours depuis 20 ans, je me suis tannée. J'en ai d'ailleurs conclu que puisque je n'avais pas réussi ce travail de conviction et de changement des perceptions, il fallait que je laisse la place aux jeunes, avec un nouveau langage peut-être.

AB – Je ne sens pas cet engagement chez les plus jeunes archéologues. Il semble y avoir un désengagement de leur part, il n'y a pas de relève sur ce sujet, c'est inquiétant. Mais il y a l'Écomusée du fier monde et l'Association québécoise pour le patrimoine industriel (AQPI) qui travaillent là-dessus, même si les budgets qui lui étaient octroyés par le MCCQ ont été réduits à zéro. On essaie maintenant de développer cet intérêt à travers le tourisme, et en Europe ça marche très fort.

CGS – C'est vrai. Un musée d'art contemporain sur deux à travers le monde s'ouvre maintenant dans une ancienne usine désaffectée; l'esthétique industrielle est à la mode dans ce milieu: le *Tate Modern* à Londres, le *MASS MOCA* au Massachusetts, la Fonderie Darling ou l'Arsenal ici à Montréal, etc. Mais cette mode va peut-être passer elle aussi.

De ton côté André, comment as-tu vu ou vécu le développement de la collaboration avec les communautés autochtones chez Hydro-Québec?

AB – C'est particulier, parce qu'Hydro-Québec est présente partout, sur tous les territoires autochtones. Il y a toujours eu une présence autochtone dans nos projets archéologiques et il a fallu assurer une présence continue pour maintenir le contact avec les communautés et avec les individus. Un autre défi, c'est que certaines communautés sont plus intéressées que d'autres par l'archéologie.

Je pense qu'il faut toujours qu'il y ait une collaboration, car l'archéologie ne peut être faite uniquement par les Allochtones, ni uniquement par les Autochtones. Nous avons tiré beaucoup de connaissances de nos échanges avec eux, et on peut certainement faire une relecture du passé à partir d'une perspective autochtone et de la relation avec le territoire notamment. Mais c'est réciproque: nous avons aussi fait découvrir le territoire à des Autochtones qui ne le connaissaient pas sous cet angle. Il faut éviter les positions

extrêmes, sinon ce n'est pas très productif. Bref, même si parfois nous n'étions pas les bienvenus au départ, nous avons su faire face aux critiques et établir des liens de confiance, de sorte qu'en général il y a eu de très bonnes relations qui se sont développées avec les Autochtones chez Hydro-Québec.

CGS – Ces relations de confiance sont longues à établir, et il faut faire preuve de beaucoup d'humilité et d'autocritique.

AB – Oui, et chaque communauté est différente, donc il faut s'adapter, c'est complexe. Ce que je déplore aussi, c'est qu'on a formé beaucoup de jeunes Autochtones à l'archéologie à travers nos projets, mais aucun n'est demeuré dans le domaine, plusieurs sont devenus des agents culturels dans leurs communautés, par exemple. On n'a pratiquement pas d'archéologues autochtones au Québec, à part quelques étudiants en ce moment. C'est un peu décevant, mais ça se comprend : ces communautés, surtout celles du Grand Nord, ont tellement d'autres priorités que l'archéologie ; la santé, l'éducation, etc.

CGS – Peut-être en continuité avec ce sujet, quelles tendances voyez-vous émerger dans le milieu ? Comment voyez-vous l'avenir de l'archéologie ?

AB – En ce qui me concerne, j'ai été impliqué dans une archéologie de développement, donc pour qu'il y ait de l'archéologie, il faut qu'il y ait des projets de développement. Or, il y a moins de projets dans le Nord en ce moment, j'ai donc l'impression que l'archéologie contractuelle se produira surtout dans les grands centres urbains, encore plus qu'avant. Et je ne vois pas comment le ministère de la Culture et des Communications pourrait prendre le relais et initier de grands projets ; au contraire, ils ont refilé ce rôle aux municipalités, qui ne sont pas équipées pour ça, c'est vraiment dommage. Les universités non plus d'ailleurs, dont les projets de terrain sont peu nombreux. Il faudrait peut-être qu'il y ait plus d'archéologues dans les universités régionales, dans le réseau de l'Université du Québec. Il ne se fait plus rien à l'UQTR depuis longtemps, par exemple. Sans parler de Parcs Canada. Les grands projets comme le Canal Lachine ou les Forges du Saint-Maurice, il n'y en a plus. Vers quoi les archéologues vont-ils se tourner ? Je ne suis donc pas particulièrement optimiste pour l'avenir.

On aurait voulu que l'archéologie se développe davantage dans nos grandes institutions

où on aurait fait de la recherche, pas seulement dans les universités. On ne peut même pas rêver à développer ici l'équivalent de l'INRAP¹¹, en France. Il aurait fallu que l'INRS, ici, développe un volet axé sur l'archéologie. Ça aurait permis de développer un lieu de recherche plus stable que le milieu privé.

CGS – Et que ferait-on avec les firmes si un jour on avait un tel organisme ?

PD – À l'époque, les firmes contractuelles ont dû être créées précisément parce qu'il n'y avait pas d'institut national comme l'INRAP. Moi j'aurais été très heureuse que ma compagnie soit absorbée par un INRAP québécois ! On est là pour faire de l'archéologie.

AB – Ce serait une transition, tout simplement. Une telle institution aurait besoin de recruter, les archéologues de firme y trouveraient des emplois plus stables, plus permanents.

CGS – C'est un constat plutôt pessimiste... Dans ce contexte, quels conseils donneriez-vous à la prochaine génération ?

AB – Comme le disait Norman Clermont, il faut être malade mental ! C'est-à-dire qu'il faut être passionné.

CGS – Mais les étudiants trouvent qu'on les décourage trop lorsqu'on leur rappelle sans cesse les difficultés du milieu. Il faut être lucide et réaliste, bien entendu, mais comment encourager ceux et celles qui veulent vraiment se lancer dans cette discipline ? On parlait tout à l'heure de la nécessité d'avoir plus d'étudiants autochtones en archéologie, par exemple.

PD – C'est comme embarquer dans un train en marche ; il faut simplement profiter des occasions. Une fois à bord, les choses se produisent et se réorganisent d'elles-mêmes, et on suit la voie, tout simplement.

AB – Il faut être patient et persévérant et ne pas trop tôt se fixer d'objectifs à long terme. Il faut être disposé à travailler sur plusieurs choses à la fois, être le plus généraliste possible et être prêt à se réorienter au besoin ; moi je suis passé de l'archéologie historique et industrielle à l'archéologie autochtone, par exemple. Plusieurs étudiants vont se spécialiser sur un seul sujet, une seule catégorie de culture matérielle. Ces spécialisations viennent trop vite ; il faut savoir les appliquer dans des contextes et des ensembles de connaissances beaucoup plus larges.

Quand je visitais les équipes d'archéologues engagés au terrain, c'est souvent moi qui devais les mettre au courant du contexte, les informer des objectifs, des acteurs impliqués et des documents disponibles. Prendre conscience de ce qui a été fait avant et comprendre pourquoi on fouille ici et pas ailleurs, ne pas fouiller sans poser de questions.

CGS – Si vous me permettez, j'ajouterais qu'il faut former des étudiants avec une vaste gamme d'aptitudes manuelles, intellectuelles, communicationnelles et organisationnelles, afin qu'ils puissent travailler n'importe où. Il ne faut pas que l'archéologie devienne une simple technique professionnelle.

PD – Il faut être anthropologue, s'intéresser aussi aux comportements, pas seulement aux objets. Et il faut aimer ce que l'on fait, être passionné. Quand je suis partie étudier en Angleterre, je n'avais que la bourse de la Faculté des Études Supérieures : j'y ai vécu en vidant mon fond de retraite!

CGS – Parlant de retraite, est-ce que vos plans de retraite incluent l'archéologie, sous une forme ou une autre?

PD – Pour moi, non. J'ai débarqué du train! J'ai donné quelques conférences ici et là, mais maintenant je prends soin de mon corps et de mon esprit. J'aime aussi observer comment on fait face à la pandémie avec mon regard d'anthropologue, dans les séries télé par exemple. C'est fascinant!

AB – Moi j'ai quitté Hydro-Québec juste avant la pandémie, ça a donc accentué la coupure; je ne pouvais plus rencontrer les anciens collègues, par exemple. Mais je suis membre d'Héritage Montréal et de l'Association québécoise pour le patrimoine industriel, des organismes dans lesquels je m'impliquerai peut-être davantage. Je m'impliquerai aussi dans le Comité de toponymie de la Ville de Laval, au sein duquel je viens d'être nommé. Je vais également me consacrer aux lectures, aux ouvrages de Serge Bouchard et à la littérature autochtone, par exemple.

CGS – Est-ce qu'il y a d'autres sujets que vous aimeriez aborder avant de conclure?

PD – J'aimerais revenir sur les problèmes que j'ai rencontrés comme femme en archéologie. Quand j'ai terminé mes études en chimie, j'ai fait application chez Alcan et chez Michelin. J'avais 24 ans et je me suis fait dire que j'étais trop près du

mariage et qu'ils ne pouvaient pas m'engager. J'aurais dû garder ces lettres de refus, mais j'étais tellement insultée que je les ai déchirées. La première fois que j'ai appliqué sur un contrat en archéologie, à Hauterive où j'ai habité, le responsable de la firme m'a expliqué qu'il ne prenait pas de femmes pour ce type de contrat. Et puis ça s'est reproduit encore à la Baie James, comme je l'ai raconté au début de l'entrevue. Plus tard sur des chantiers urbains, les employés de la construction avec qui on travaillait étaient choqués de recevoir des directions de ma part, parce que j'étais une femme. La possibilité d'avoir des charges de projets ou des postes de direction demeure encore aujourd'hui plus limitée pour les femmes. Il y a des inégalités de salaires aussi : si on fait le même travail, on a droit au même salaire.

CGS – C'est important de le dire. Nous, les hommes, on ne perçoit pas toujours ces inégalités et ces stéréotypes. Mais on doit se conscientiser pour être vos alliés, et ne pas croire que les inégalités n'existent plus en 2023.

PD – Il faut poser des gestes. Avec le temps et avec mon expérience, ces inégalités sont moins présentes, on m'écoute plus quand je parle, mais pour les jeunes femmes qui commencent, il y a encore des obstacles.

CGS – Pour conclure, André, ton frère était haut fonctionnaire à Ottawa, je crois, mais est-ce que tes parents étaient aussi dans ce milieu?

AB – Non, mon père était ingénieur chez... Hydro-Québec! C'est cocasse, parce que deux de mes frères étaient aussi ingénieurs, mais c'est moi, l'archéologue, qui s'est retrouvé chez Hydro-Québec, le dernier endroit où je pensais aboutir.

PD – Moi j'ai un frère qui y a travaillé toute sa vie!

CGS – Et moi, un oncle. On dirait que tout le monde au Québec a un membre de sa famille qui est passé par Hydro!

AB – Oui, et même souvent plus qu'un membre de la famille. En tout cas, quand j'ai eu mon emploi chez Hydro-Québec, mon père a certainement été content de l'apprendre, même s'il ne me l'a jamais dit, parce qu'il devait être plutôt inquiet de mes études en anthropologie.

CGS – Et ta tante, que tu mentionnais tout à l'heure?

AB – Elle me l'a dit plus directement : elle était très contente que j'aie une vraie job!

Notes

1. Société d'énergie de la baie James (SEBJ), filiale d'Hydro-Québec spécialisée dans la construction de projets énergétiques sur le territoire régi par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, adoptée en 1975.

2. Né en 1932, Élie Fallu enseigna l'histoire au Séminaire de Sainte-Thérèse (qui deviendra plus tard le Collège Lionel-Groulx) de 1962 à 1976. Élu député du Parti québécois dans Terrebonne en 1976, il est réélu dans Groulx en 1981 et sera plusieurs fois ministre. Défait aux élections de 1985, il est élu Maire de Sainte-Thérèse en 1987, fonction qu'il occupa jusqu'en 2005.

3. André Burroughs (1983) « Archéologie et commerce des fourrures : recherches en culture matérielle au poste d'Agawa ». Mémoire de maîtrise, Département d'anthropologie, Université de Montréal.

4. Pauline Desjardins (1985) « La circulation immobilière à Calixa-Lavallée de 1730 à 1975 ». Mémoire de maîtrise, Département d'anthropologie, Université de Montréal. Ce mémoire a aussi fait l'objet d'un article : Pauline Desjardins (1980) « La Coutume de Paris et la transmission des terres : Le rang de la Beauce à Calixa-Lavallée de 1730 à 1975 », *Revue d'histoire de l'Amérique française* 34(3) : 331-339.

5. Société d'archéologie et de numismatique de Montréal, fondée à Montréal en 1862.

6. Pauline Desjardins (2006) *L'organisation spatiale du corridor du Canal de Lachine au XIX^e siècle*. Coll. Mémoires de recherche n° 3. Association des archéologues du Québec, Québec.

7. Pauline Desjardins et Geneviève Duguay (1992) *Pointe-à-Callière : l'aventure montréalaise*. Septentrion, Québec.

8. Pierre Bibeau, David Denton et André Burroughs (dir.) (2015) *Ce que la rivière nous procurait : Archéologie et histoire du réservoir de l'Eastmain-1*. Coll. Mercure, Archéologie n° 175. Musée canadien de l'histoire, Gatineau.

9. Hydro-Québec (2022) *Les peuples de la rivière : recherches archéologiques menées par Hydro-Québec dans le cadre de la construction du complexe de la Romaine*. En collaboration avec Archéotec inc. et CTER Ekuanitshit. Hydro-Québec, Montréal.

10. Daniel Chevrier (1986) « GaFf-1 : un atelier de taille du quartz en Jamésie orientale ». *Recherches amérindiennes au Québec* 16(2-3) : 57-72.

11. Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) :

<<https://www.inrap.fr>>.

Cette entrevue a été réalisée à Montréal le 17 janvier 2023, au bistro Le Coin G, que nous remercions. Le texte de l'entrevue a été légèrement édité afin d'abréger la transcription et la rendre plus fluide, tout en veillant à conserver le sens des propos recueillis.

Implanter un cadre de gestion archéoresponsable

Guide pratique à l'intention des municipalités, des MRC et des communautés autochtones du Québec



Téléchargez votre guide gratuitement

MERCI À NOTRE PARTENAIRE



ARCHÉO-QUÉBEC